

Annuaire régional d'Eurostat 2009



Annuaire régional d'Eurostat 2009

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(* Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2009

ISBN 978-92-79-11697-1

ISSN 1830-9682

doi: 10.2785/17920

Numéro de catalogue: KS-HA-09-001-FR-C

Thème: Statistiques générales et régionales

Collection: Livres statistiques

© Communautés européennes, 2009

Copyright des photos suivantes: la couverture: © Annette Feldmann; les chapitres «Introduction», «Population», «Comptes des ménages», «Société de l'information», «Éducation» et «Tourisme»:

© Phovoir.com; le chapitre «Villes européennes»: © Teodóra Brandmüller; les chapitres «Marché du travail», «Produit intérieur brut», «Statistiques structurelles des entreprises» et «Science, technologie et innovation»: © la bibliothèque d'images numériques de la direction générale de la politique régionale de la Commission européenne; le chapitre «Agriculture»: © Jean-Jacques Patricola

L'autorisation de reproduction ou d'utilisation de ces photos doit être demandée directement au détenteur des droits d'auteur.

Printed in Belgium

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE



Préface

Chère Lectrice, Cher Lecteur,

L'année 2004 a été marquée par un événement sans précédent, puisqu'elle a vu, le 1^{er} mai, dix nouveaux États membres entrer dans l'Union européenne (UE). Le présent Annuaire des régions 2009 vous montrera, chiffres à l'appui, quels sont les progrès accomplis en matière d'évolution économique et sociale dans les régions au cours des cinq années écoulées depuis lors et quels sont les domaines où les efforts doivent être intensifiés pour atteindre les objectifs d'une cohésion renforcée.

Au fil de ses onze chapitres, l'Annuaire des régions vous permettra de découvrir les aspects les plus intéressants des divergences et des points communs entre les régions des 27 États membres, ainsi que des pays candidats et des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Son but est de vous encourager à rechercher vous-même les multiples données régionales qui vous sont proposées sur le site internet d'Eurostat et à analyser vous-même l'évolution économique et sociale.

À côté des chapitres habituels, toujours très intéressants, sur l'évolution démographique au niveau régional, le marché régional du travail, le produit intérieur brut régional et d'autres thèmes, nous innovons cette année en vous présentant l'évolution régionale de données sur la société de l'information. Comme ce fut déjà le cas ces dernières années, les données sur les évolutions régionales sont complétées par une présentation des résultats les plus récents de l'«audit urbain», un ensemble de données qui contient de nombreuses informations statistiques sur les villes européennes.

Nous continuerons à élargir régulièrement l'éventail des indicateurs régionaux disponibles et nous espérons pouvoir leur faire une place dans les éditions futures lorsque la disponibilité et la qualité des données le permettront.

Je vous souhaite une lecture agréable!



Walter Radermacher
Directeur général, Eurostat



Remerciements

Les éditeurs de l'*Annuaire régional d'Eurostat 2009* tiennent à remercier tous ceux qui leur ont apporté leur concours, et en particulier les membres suivants d'Eurostat qui, en rédigeant les divers chapitres de l'Annuaire, ont rendu cette publication possible:

- **Population:** Veronica Corsini, Monica Marcu et Rosemarie Olsson (unité F.1: «Population»)
- **Villes européennes:** Teodóra Brandmüller (unité E.4: «Statistiques régionales et information géographique»)
- **Marché du travail:** Pedro Ferreira (unité E.4: «Statistiques régionales et information géographique»)
- **Produit intérieur brut:** Andreas Krüger (unité C.2: «Comptes nationaux — Production»)
- **Comptes des ménages:** Andreas Krüger (unité C.2: «Comptes nationaux — Production»)
- **Statistiques structurelles des entreprises:** Aleksandra Stawińska (unité G.2: «Statistiques structurelles des entreprises»)
- **Société de l'information:** Albrecht Wirthmann (unité F.6: «Société de l'information; tourisme»)
- **Science, technologie et innovation:** Bernard Félix, Tomas Meri, Reni Petkova et Håkan Wilén (unité F.4: «Éducation, science et culture»)
- **Éducation:** Sylvain Jouhette, Lene Mejer et Paolo Turchetti (unité F.4: «Éducation, science et culture»)
- **Tourisme:** Ulrich Spörel (unité F.6: «Société de l'information; tourisme»)
- **Agriculture:** Céline Ollier (unité E.2: «Agriculture et pêche»)

La mise en forme et la coordination de la présente publication ont été assurées par Åsa Önnersfors (unité E.4: «Statistiques régionales et information géographique») avec le concours de Berthold Feldmann (unité E.4: «Statistiques régionales et information géographique») et de Pavel Bořkovec (unité D.4: «Diffusion»). Baudouin Quennery (unité E.4: «Statistiques régionales et information géographique») a produit l'ensemble des cartes statistiques.

Nous adressons également nos remerciements à:

- la **direction générale de la traduction de la Commission européenne**, et notamment aux unités de traduction allemande, anglaise et française;
- l'**Office des publications de l'Union européenne**, et notamment à Bernard Jenkins de l'unité B1 («Publications multisupports»), ainsi qu'aux correcteurs d'épreuves de l'unité B2 («Services éditoriaux»).



Table des matières

INTRODUCTION	9
Statistiques des régions et des villes	10
La nomenclature NUTS	10
Couverture	11
Davantage d'informations régionales	11
1 POPULATION	13
Présentation de la répartition régionale de la démographie	14
Densité de population	14
Évolution de la population	14
Conclusion	23
<i>Notes méthodologiques</i>	23
2 VILLES EUROPÉENNES	25
Introduction	26
Une liste d'indicateurs complétée	26
Passage d'une périodicité de cinq ans à une collecte annuelle de données	26
Une couverture géographique étendue	26
Découvrir la dimension spatiale	26
Centres-villes	28
Zones urbaines élargies	31
La géographie compte	33
3 MARCHÉ DU TRAVAIL	35
Modèles de temps de travail régionaux	36
Bref aperçu pour 2007	36
Modèles de travail régionaux	39
Les emplois à temps partiel font baisser le temps de travail moyen	41
Les salariés passent moins de temps au travail	43
Conclusion	46
<i>Notes méthodologiques</i>	47
<i>Définitions</i>	47
4 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	49
Qu'est-ce que le produit intérieur brut régional?	50
Le PIB régional en 2006	50
Le PIB en moyenne pour la période 2004-2006	52
Fortes disparités régionales à l'intérieur même des pays	52
Processus de rattrapage dynamique dans les nouveaux États membres	54
Évolution hétérogène au sein même des pays	56
La convergence fait des progrès	57
Conclusion	59
<i>Notes méthodologiques</i>	60
<i>Parités de pouvoir d'achat et comparaisons internationales du volume</i>	60



5 COMPTES DES MÉNAGES.....	63
Introduction: mesure de la richesse.....	64
Revenu des ménages privés.....	64
Résultats pour l'année 2006.....	64
Revenu primaire.....	64
Revenu disponible.....	65
La dynamique à la périphérie de l'Union.....	70
Conclusion.....	72
<i>Notes méthodologiques</i>	73
6 STATISTIQUES STRUCTURELLES DES ENTREPRISES.....	75
Introduction.....	76
Spécialisation régionale et concentration des activités.....	76
Spécialisation dans les services aux entreprises.....	83
Croissance de l'emploi dans les services aux entreprises.....	87
Caractéristiques des 30 régions les plus spécialisées dans les services aux entreprises.....	87
Conclusion.....	90
<i>Notes méthodologiques</i>	91
7 SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION.....	93
Introduction.....	94
Accès aux technologies de l'information et de la communication.....	94
Utilisation de l'internet et activités en ligne.....	97
Non-utilisateurs de l'internet.....	99
Conclusion.....	104
<i>Notes méthodologiques</i>	105
8 SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION.....	107
Introduction.....	108
Recherche et développement.....	108
Ressources humaines en science et technologie.....	110
Industries de haute technologie et services à forte intensité de connaissance.....	113
Brevets.....	116
Conclusion.....	118
<i>Notes méthodologiques</i>	119
9 ÉDUCATION.....	121
Introduction.....	122
Participation des étudiants à l'éducation.....	122
Participation des enfants de 4 ans à l'enseignement.....	124
Étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement postsecondaire non supérieur... ..	124
Étudiants de l'enseignement supérieur.....	126
Diplômés de l'enseignement supérieur.....	129
L'apprentissage tout au long de la vie.....	129
Conclusion.....	131
<i>Notes méthodologiques</i>	133



10 TOURISME	135
Introduction	136
Capacités d'hébergement	137
Nuitées	137
Durée moyenne des séjours	140
Intensité touristique	140
L'évolution du tourisme	140
Part du tourisme récepteur	143
Conclusion	145
<i>Notes méthodologiques</i>	147
11 AGRICULTURE	149
Introduction	150
Superficie agricole utilisée	150
Part de la superficie des céréales par rapport à la superficie agricole utilisée	150
Part de la superficie des cultures permanentes par rapport à la superficie agricole utilisée	150
Production agricole	153
Production de blé	153
Production de maïs grain	155
Production de colza	155
Conclusion	158
<i>Notes méthodologiques</i>	158
ANNEXE	159
UNION EUROPÉENNE: régions au niveau NUTS 2	159
PAYS CANDIDATS: régions statistiques au niveau 2	162
PAYS DE L'AELE: régions statistiques au niveau 2	163



Introduction





Statistiques des régions et des villes

L'information statistique est indispensable à qui veut comprendre notre monde si complexe et en constante mutation. Eurostat, l'office statistique des Communautés européennes, a pour mission de collecter et de diffuser au niveau européen des données provenant non seulement des 27 États membres de l'Union européenne (EU-27), mais également des trois pays candidats (Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie), ainsi que des quatre pays de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse).

La présente publication (*Annuaire régional d'Eurostat 2009*) se propose de vous donner un aperçu de certaines statistiques des régions et des villes que nous collectons auprès de ces pays. Les statistiques des régions nous permettent de dégager des caractéristiques et des tendances statistiques plus détaillées que les données nationales, mais, puisqu'il existe 271 régions NUTS 2 dans l'EU-27, 30 régions statistiques de niveau 2 dans les pays candidats et 16 régions statistiques de niveau 2 dans les pays de l'AELE, le volume des données est si grand que certains principes de classement doivent nécessairement être appliqués pour que ces données soient compréhensibles et significatives.

Pour l'esprit humain, le recours à des cartes statistiques représente probablement le moyen le plus facile de trier et d'«absorber» d'importantes quantités de données statistiques en une seule fois. C'est la raison pour laquelle l'Annuaire régional d'Eurostat contient, comme les années précédentes, un grand nombre de cartes statistiques sur lesquelles les données sont différenciées selon les classes statistiques représentées par des nuances de couleur. Dans certains chapitres, des graphiques et des tableaux sont également utilisés pour présenter les données, celles-ci étant sélectionnées et présentées d'une manière (différentes hiérarchies, graphiques indiquant les valeurs régionales extrêmes à l'intérieur des pays ou exemples représentatifs seulement) qui rend plus aisée la compréhension des données statistiques.

Nous sommes fiers de fournir un vaste éventail de thèmes abordés dans les onze chapitres de l'édition 2009 de l'Annuaire régional d'Eurostat. Le premier chapitre, qui concerne la **population**, donne un aperçu détaillé des différents schémas démographiques, tels que la densité de population, les variations démographiques et les taux de fécondité dans les pays examinés. Ce chapitre peut être considéré comme la clé de tous les autres, puisque toutes les autres statistiques dépendent de la composition de la population. Le deuxième

chapitre, consacré aux **villes européennes**, explique de manière détaillée les définitions des différents niveaux spatiaux utilisés dans la collecte de données de l'audit urbain et donne quelques exemples intéressants des déplacements domicile-travail dans neuf capitales européennes.

Le chapitre relatif au **marché du travail** décrit principalement les différences en matière de travail hebdomadaire en Europe et propose quelques éléments permettant d'expliquer les variations considérables observées d'une région à l'autre. Les trois chapitres économiques, qui concernent respectivement le **produit intérieur brut**, les **comptes des ménages** et les **statistiques structurelles des entreprises**, nous donnent un aperçu détaillé de la situation économique générale des régions, des ménages et des divers secteurs de l'économie marchande.

Nous sommes particulièrement heureux de pouvoir vous présenter un nouveau chapitre, très intéressant, sur la **société de l'information**, qui décrit l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les particuliers et les ménages dans les régions d'Europe. Ce chapitre nous apprend, par exemple, combien de ménages utilisent régulièrement l'internet et combien ont un accès à large bande. Les deux chapitres suivants concernent **la science, la technologie et l'innovation**, d'une part, et **l'éducation**, d'autre part, et ces trois domaines statistiques sont fréquemment considérés comme essentiels dès lors qu'il s'agit de suivre la réalisation des objectifs définis dans la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Le chapitre suivant présente des informations sur les statistiques régionales du **tourisme**, ainsi que les destinations touristiques les plus populaires. Le dernier chapitre, qui concerne **l'agriculture**, met cette année l'accent sur les statistiques des produits végétaux et nous apprend quels types de produits végétaux sont cultivés dans les différentes régions d'Europe.

La nomenclature NUTS

La **nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)** constitue un schéma unique et cohérent de répartition territoriale pour l'établissement des statistiques régionales de l'Union européenne. Elle est utilisée depuis des décennies pour la confection de statistiques régionales et a toujours constitué la base de la politique de financement régionale. Ce n'est cependant qu'en 2003 qu'elle a été dotée d'une base juridique, puisque c'est cette



année-là que le règlement NUTS a été adopté par le Parlement européen et le Conseil ⁽¹⁾.

À chaque fois que de nouveaux États membres adhèrent à l'Union, le règlement NUTS est adapté par l'addition de la nomenclature des régions de ces pays. C'est ce qui s'est passé en 2004, lorsque l'Union a accueilli dix nouveaux États membres, et en 2007 lorsque la Bulgarie et la Roumanie ont adhéré.

Pour tenir compte de nouveaux découpages administratifs ou territoriaux dans les États membres, le règlement NUTS spécifie que les modifications de la nomenclature régionale peuvent avoir lieu au maximum tous les trois ans. Cette adaptation a eu lieu pour la première fois en 2006, et les modifications apportées à la nomenclature NUTS sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008.

Comme ces modifications de la NUTS sont assez récentes, les données statistiques ne sont pas encore disponibles dans certains cas ou ont été remplacées par des valeurs nationales sur certaines cartes statistiques, comme le précisent les notes relatives aux différentes cartes concernées. C'est le cas notamment de la Suède, qui a introduit des régions de niveau NUTS 1, du Danemark et de la Slovaquie, qui ont introduit des régions de niveau NUTS 2, ainsi que des deux régions les plus septentrionales d'Écosse, à savoir North Eastern Scotland (UKM5) et Highlands and Islands (UKM6), où la frontière entre les deux régions a été modifiée. Nous espérons que la disponibilité des données régionales pour ces pays sera bientôt améliorée.

Il convient également de noter que certains États membres ont une population relativement peu nombreuse et ne sont dès lors pas divisés en plusieurs régions NUTS 2. Dans le cas de ces pays, la valeur de NUTS 2 est donc exactement identique à la valeur nationale. Depuis la dernière révision en date de la nomenclature NUTS, cette règle s'applique à six États membres (Estonie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg et Malte), à un pays candidat (ancienne République yougoslave de Macédoine) et à deux pays de l'AELE (Islande et Liechtenstein). Dans tous ces cas, l'ensemble du pays représente une seule région de niveau NUTS 2.

Une carte dépliant placée à l'intérieur de la couverture de l'Annuaire présente l'ensemble des régions de niveau NUTS 2 des 27 États membres de l'UE, ainsi que les régions statistiques correspondantes au niveau 2 des pays candidats et des pays de l'AELE. Vous trouverez en annexe la liste complète des codes et des noms de ces régions, ce qui vous permettra de localiser facilement une région précise sur la carte.

Couverture

L'*Annuaire régional d'Eurostat 2009* contient principalement des statistiques relatives aux 27 États membres de l'Union européenne, mais également, quand les informations étaient disponibles, sur les trois pays candidats à l'adhésion (Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie) et les quatre pays de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse).

Les régions des pays candidats et des pays de l'AELE sont appelées «régions statistiques» et sont régies par les mêmes règles que les régions NUTS de l'Union européenne, si ce n'est qu'elles ne possèdent pas de base juridique. La base de données d'Eurostat ne contient pas encore de données de pays candidats et des pays de l'AELE concernant quelques-uns des domaines d'action, mais la disponibilité des données s'améliore constamment, et nous espérons que la couverture de ces pays sera encore meilleure dans un avenir proche.

Davantage d'informations régionales

Sur le site internet d'Eurostat, vous trouverez sous le thème «Statistiques générales et régionales», et plus particulièrement sous «Régions et villes», des tableaux présentant des statistiques sur les «régions» et l'«audit urbain»: vous pourrez y consulter des séries chronologiques plus détaillées (dont certaines remontent jusqu'à 1970) et des données statistiques plus détaillées que celles présentées dans cet Annuaire. Vous y trouverez également un certain nombre d'indicateurs (tels que la superficie, la démographie, le produit intérieur brut et des données sur le marché de l'emploi) établis au niveau NUTS 3. Cette précision est importante, puisque certains pays couverts ne sont pas divisés en régions NUTS 2, comme on l'a vu plus haut.

Pour obtenir des informations plus détaillées sur le contenu des bases de données régionales et urbaines, veuillez consulter la publication d'Eurostat intitulée *Statistiques régionales et urbaines européennes — Guide de référence 2009*, que vous pouvez télécharger gratuitement à partir du site internet d'Eurostat. Vous pouvez également télécharger des tableaux Excel contenant les données précises qui ont été utilisées pour produire les cartes et d'autres illustrations qui agrémentent chaque chapitre de la présente publication. Nous espérons que vous trouverez cette publication à la fois intéressante et utile. Votre avis nous intéresse. N'hésitez pas à envoyer vos observations à l'adresse suivante: estat-regio@ec.europa.eu

⁽¹⁾ Vous trouverez de plus amples informations relatives à la nomenclature NUTS sur l'internet (http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nuts/splash_regions.html).

4

Produit intérieur brut





Qu'est-ce que le produit intérieur brut régional?

L'évolution économique d'une région est en règle générale exprimée au moyen de l'évolution du produit intérieur brut (PIB). Les comparaisons entre régions sont également rapportées à cet indicateur. Mais que signifie-t-il précisément? Et comment est-il possible de comparer des régions dont la taille et les monnaies sont différentes?

Des régions de tailles différentes génèrent des PIB régionaux de tailles différentes. Une véritable comparaison ne sera cependant possible que si le PIB régional est rapporté à la population de la région concernée. En l'occurrence, la différence entre le lieu de résidence et le lieu de travail est significative: le PIB mesure en effet les prestations économiques réalisées dans les limites d'une région ou d'un pays, indépendamment de la question de savoir si ces prestations ont été réalisées par des personnes résidentes ou non dans cette région ou ce pays. De ce fait, l'emploi de l'indicateur «PIB par habitant» ne pose vraiment aucun problème que si toutes les personnes participant à la production de ce PIB ont aussi dans le même temps leur domicile dans cette région.

En particulier dans des centres économiques comme Londres ou Vienne, mais aussi à Hambourg, Prague ou Luxembourg, il est possible, en présence d'une forte proportion de personnes faisant la navette entre le domicile et le travail, de parvenir à des résultats qui font apparaître un PIB régional très élevé par habitant, tandis que les régions environnantes affichent un PIB régional par habitant relativement faible, bien que le revenu primaire des ménages de ces régions soit très élevé. Il ne faut donc pas confondre le PIB régional par habitant avec les revenus primaires de la région.

Le PIB régional est calculé dans la monnaie du pays concerné. Pour permettre une comparaison du PIB entre pays, cet indicateur est converti en euros au cours moyen officiel de l'année civile concernée. Les cours des monnaies ne reflètent cependant pas toutes les différences de niveau de prix entre pays. Pour opérer une compensation à cet égard, le PIB est converti à l'aide de facteurs de conversion, appelés «parités de pouvoir d'achat» (PPA), en une monnaie commune fictive, qualifiée de «standard de pouvoir d'achat» (SPA), qui permet de comparer le pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales (se reporter à la section «Notes méthodologiques» à la fin du présent chapitre).

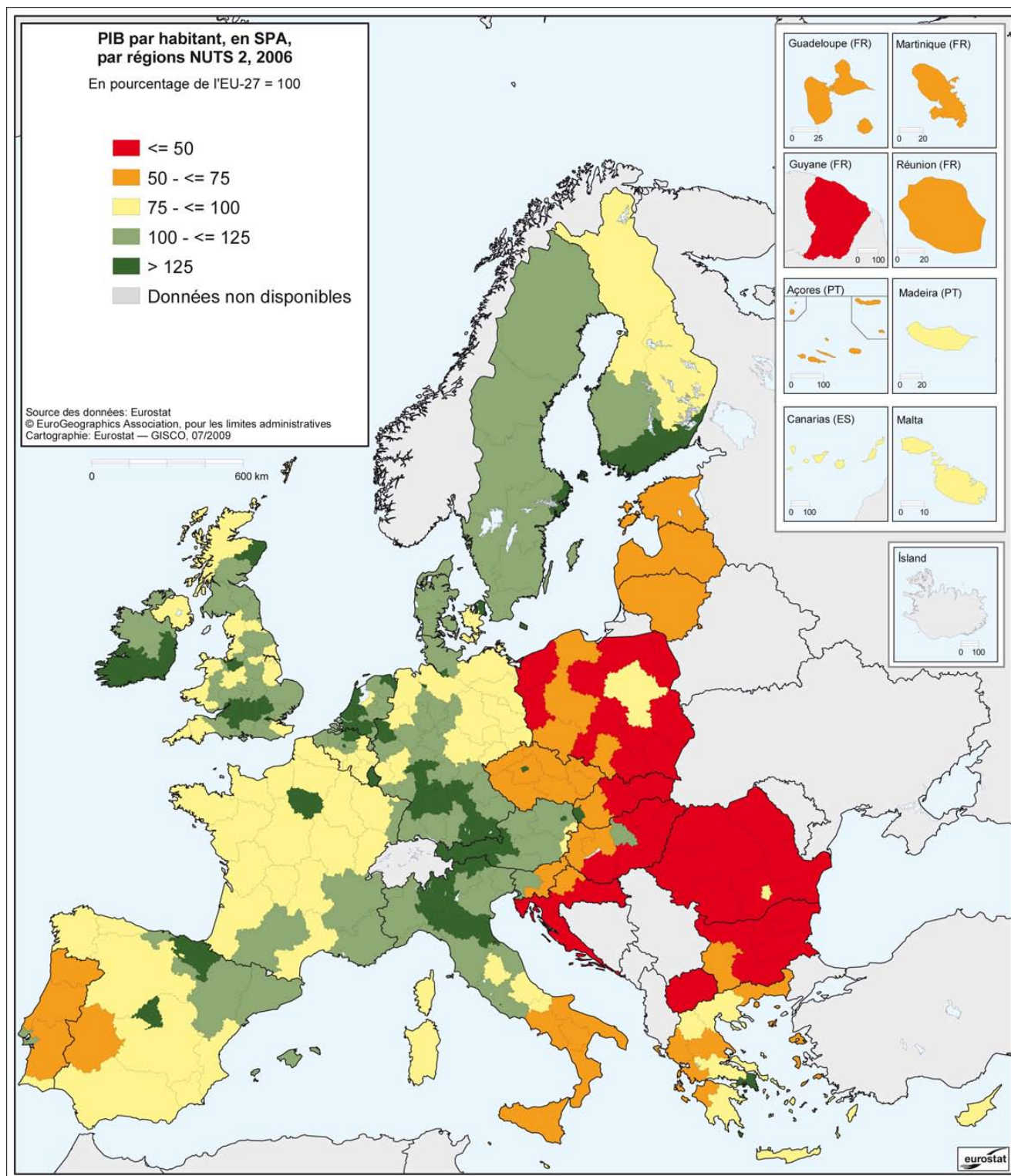
Le PIB régional en 2006

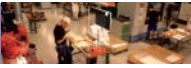
La carte 4.1 donne un aperçu de la répartition régionale du PIB par habitant (en pourcentage de la moyenne pour l'EU-27 de 23 600 SPA) pour l'Union européenne et la Croatie, ainsi que pour l'ancienne République yougoslave de Macédoine, qui a pour la première fois communiqué des données (pour les années de référence 2004-2006) conformément au programme de transmission du système européen des comptes (SEC 95). L'intervalle observé va de 25 % (5 800 SPA) de la moyenne européenne par habitant dans le nord-est de la Roumanie à 336 % (79 400 SPA) dans la région de la capitale britannique Inner London, soit un rapport de 1 à 13,6 entre les deux extrêmes de la répartition. Luxembourg avec 267 % (63 100 SPA) et Bruxelles avec 233 % (55 100 SPA) suivent aux 2^e et 3^e rangs, puis Hambourg avec 200 % (47 200 SPA) et Groningue avec 174 % (41 000 SPA) aux 4^e et 5^e rangs.

Les régions où le PIB par habitant est le plus élevé se situent dans le sud de l'Allemagne et du Royaume-Uni, dans le nord de l'Italie, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Autriche, en Irlande et en Scandinavie. S'y ajoutent les régions-capitales de Madrid, Paris et Prague. Les régions économiquement les plus faibles se concentrent dans les zones périphériques méridionales et occidentales de l'Union, ainsi que dans l'est de l'Allemagne et dans les nouveaux États membres, de même qu'en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Praha (République tchèque), région avec le PIB par habitant le plus élevé des nouveaux États membres, se classe au 12^e rang avec 162 % de la moyenne de l'EU-27 (38 400 SPA), tandis que Bratislavský kraj (Slovaquie) occupe avec 149 % (35 100 SPA) le 19^e rang des 275 régions de niveau 2 des pays considérés (EU-27, Croatie et ancienne République yougoslave de Macédoine). Toutefois, ces deux régions doivent faire figure d'exception parmi les régions des nouveaux États membres, car les régions ayant adhéré à l'Union en 2004 les plus proches dans le classement se trouvent à bonne distance: Közép-Magyarország (Hongrie) avec 106 % (24 900 SPA) au 101^e rang, Zahodna Slovenija (Slovénie) avec 105 % (24 900 SPA) au 103^e rang et Kypros/Kibris avec 90 % (21 300 SPA) au 161^e rang. À l'exception de trois autres régions (Mazowieckie en Pologne, Malta et București — Ilfov en Roumanie), toutes les autres régions des nouveaux États membres, ainsi que de la Croatie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ont un PIB par habitant en SPA inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27.

Carte 4.1: PIB par habitant, en SPA, par régions NUTS 2, 2006
 En pourcentage de l'EU-27 = 100





Si l'on classe les 275 régions considérées ici en fonction du niveau de leur PIB (en SPA) par habitant, le tableau est le suivant: en 2006, le PIB de 72 régions était inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27; 25,2 % de la population (EU-27, Croatie et ancienne République yougoslave de Macédoine) a son domicile dans ces 72 régions, dont trois quarts dans les nouveaux États membres, en Croatie ou dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et un quart dans les pays de l'EU-15.

Au sommet de l'échelle, 41 régions affichent un PIB par habitant supérieur à 125 % de la moyenne de l'EU-27, et 20,1 % de la population vit dans ces régions. 54,7 % de la population des 29 pays étudiés, soit une nette majorité, vit dans les régions dont le PIB par habitant est compris entre 75 et 125 % de la moyenne de l'EU-27. Enfin, 11,5 % de la population vit dans des régions dont le PIB par habitant est inférieur à 50 % de la moyenne de l'EU-27, toutes ces régions se trouvant dans les nouveaux États membres, en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Le PIB en moyenne pour la période 2004-2006

La carte 4.2 donne un aperçu du niveau du PIB par habitant (en SPA) pour la moyenne des années 2004-2006. Les moyennes triennales sont de fait particulièrement significatives, car elles seront prises en compte pour décider quelles régions bénéficieront d'un financement des Fonds structurels de l'Union.

Cette carte fait apparaître une concentration de régions accusant un retard de développement, et donc un PIB par habitant inférieur à 75 % de la valeur moyenne pour 2004-2006 de l'EU-27 (22 600 SPA), dans le sud de l'Italie, en Grèce, au Portugal, dans les nouveaux États membres, ainsi qu'en Croatie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. En Espagne, seule la région Extremadura se situe encore au-dessous de la limite de 75 %, de même que les quatre départements français d'outre-mer. Toutes les régions est-allemandes sans exception affichent désormais des valeurs supérieures à 75 %. Globalement, pour la moyenne 2004-2006, 72 régions se situaient au-dessous de 75 % de la moyenne de l'EU-27, et 25,3 % de la population des 29 pays considérés ici vivaient dans ces régions.

La carte 4.2 montre également les régions particulièrement prospères de l'Union, dont le PIB est supérieur à 125 % de la moyenne de l'EU-27.

Il s'agit de 43 régions où vivent 21,7 % de la population de l'EU-27, ainsi que de la Croatie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Contrairement à une idée largement répandue, ces régions ne se situent pas seulement au centre de l'Union, comme l'illustrent les exemples des régions Etelä-Suomi (Finlande), Southern and Eastern (Irlande), Comunidad de Madrid (Espagne) et Attiki (Grèce). En revanche, l'hypothèse selon laquelle de nombreuses capitales appartiennent à ce groupe se vérifie. C'est notamment le cas de Londres, Dublin, Bruxelles, Paris, Madrid, Vienne, Stockholm, Prague et Bratislava.

Dans les nouveaux États membres, une structure différenciée se dessine actuellement si l'on fait une distinction entre les régions qui se situent au-dessous de 50 % de la moyenne de l'EU-27 et entre 50 et 75 % de cette moyenne. En dessous de 50 %, on trouve 33 régions, qui abritent 12 % de la population et se situent pour la plupart en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne. Deux des trois régions croates et l'ancienne République yougoslave de Macédoine font également partie de ce groupe. D'autre part, toutes les régions tchèques enregistrent à ce jour un niveau supérieur à 50 % de la moyenne de l'EU-27.

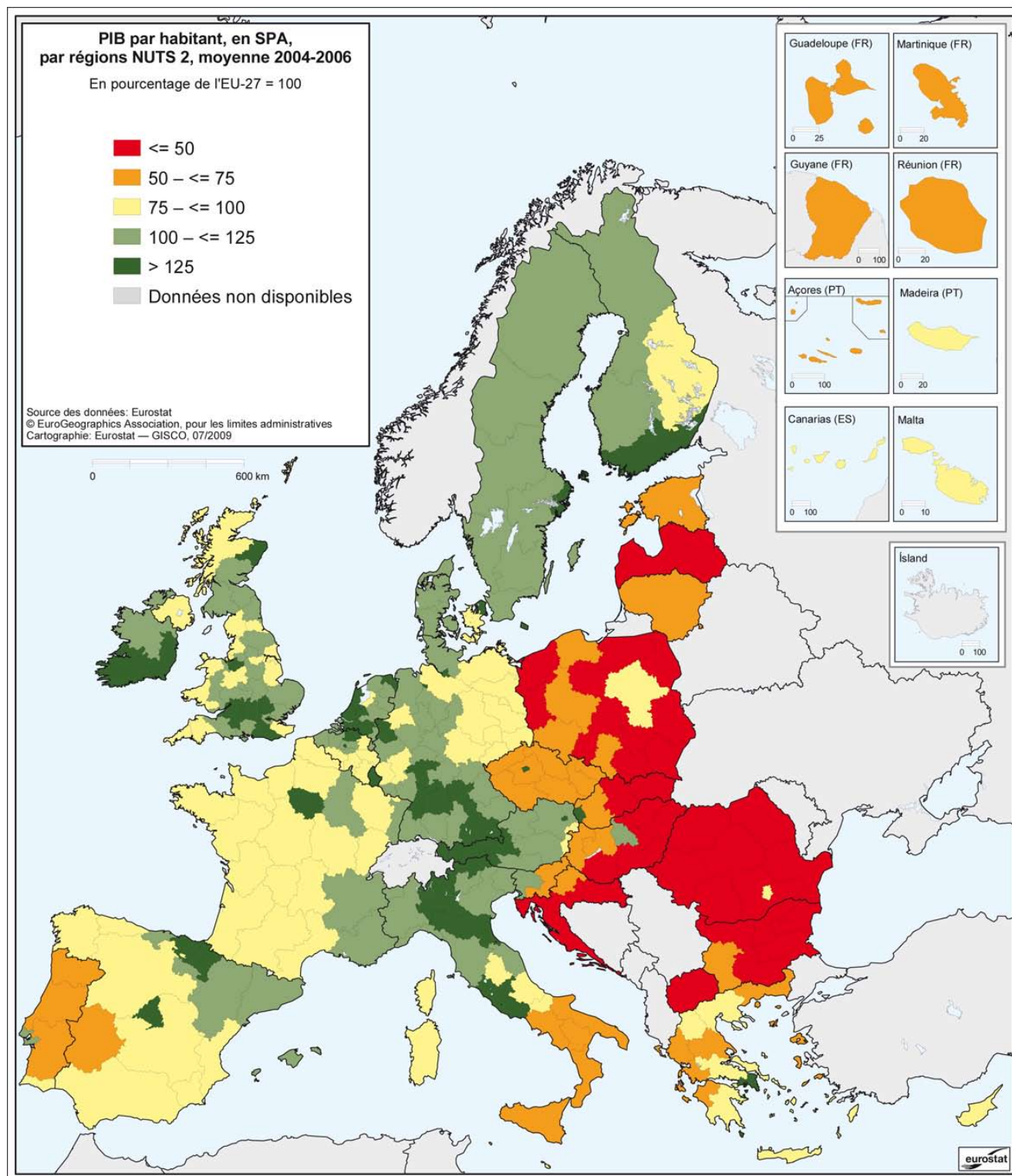
Fortes disparités régionales à l'intérieur même des pays

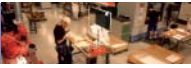
Même au sein des pays, il existe des différences considérables entre régions, comme le montre le graphique 4.1. Dans 13 des 22 pays étudiés qui comptent plusieurs régions NUTS 2, la valeur la plus élevée du PIB par habitant en 2006 représentait plus du double de la valeur la plus faible. Six pays de l'ensemble des 8 nouveaux États membres plus la Croatie appartiennent à ce groupe, mais seulement 7 des 14 États membres concernés de l'EU-15.

Les différences régionales les plus marquées se trouvent au Royaume-Uni, qui affiche un facteur de 4,3 entre les deux valeurs extrêmes, ainsi qu'en France et en Roumanie, avec un facteur de respectivement 3,5 et 3,4. Les valeurs les plus faibles sont relevées en Slovénie, avec un facteur de 1,5, ainsi qu'en Irlande et en Suède, avec un facteur de 1,6. Des divergences régionales modérées dans le PIB par habitant (c'est-à-dire des facteurs inférieurs à 2 entre la valeur la plus élevée et la plus faible) ne s'observent que dans les États membres de l'EU-15, ainsi qu'en Slovénie et en Croatie.

Dans tous les nouveaux États membres, en Croatie et dans un certain nombre d'États membres

Carte 4.2: PIB par habitant, en SPA, par régions NUTS 2, moyenne 2004-2006
 En pourcentage de l'EU-27 = 100





de l'EU-15, des pans importants de l'activité économique se concentrent dans les régions-capitales. De ce fait, la région-capitale de 19 des 22 pays observés comptant plusieurs régions NUTS 2 est également la région avec le plus haut PIB par habitant. La carte 4.1 montre par exemple clairement la situation de premier plan des régions autour de Bruxelles, de Sofia, de Prague, d'Athènes, de Madrid, de Paris et de Lisbonne, ainsi que de Budapest, de Bratislava, de Londres, de Varsovie, de Bucarest et de Zagreb.

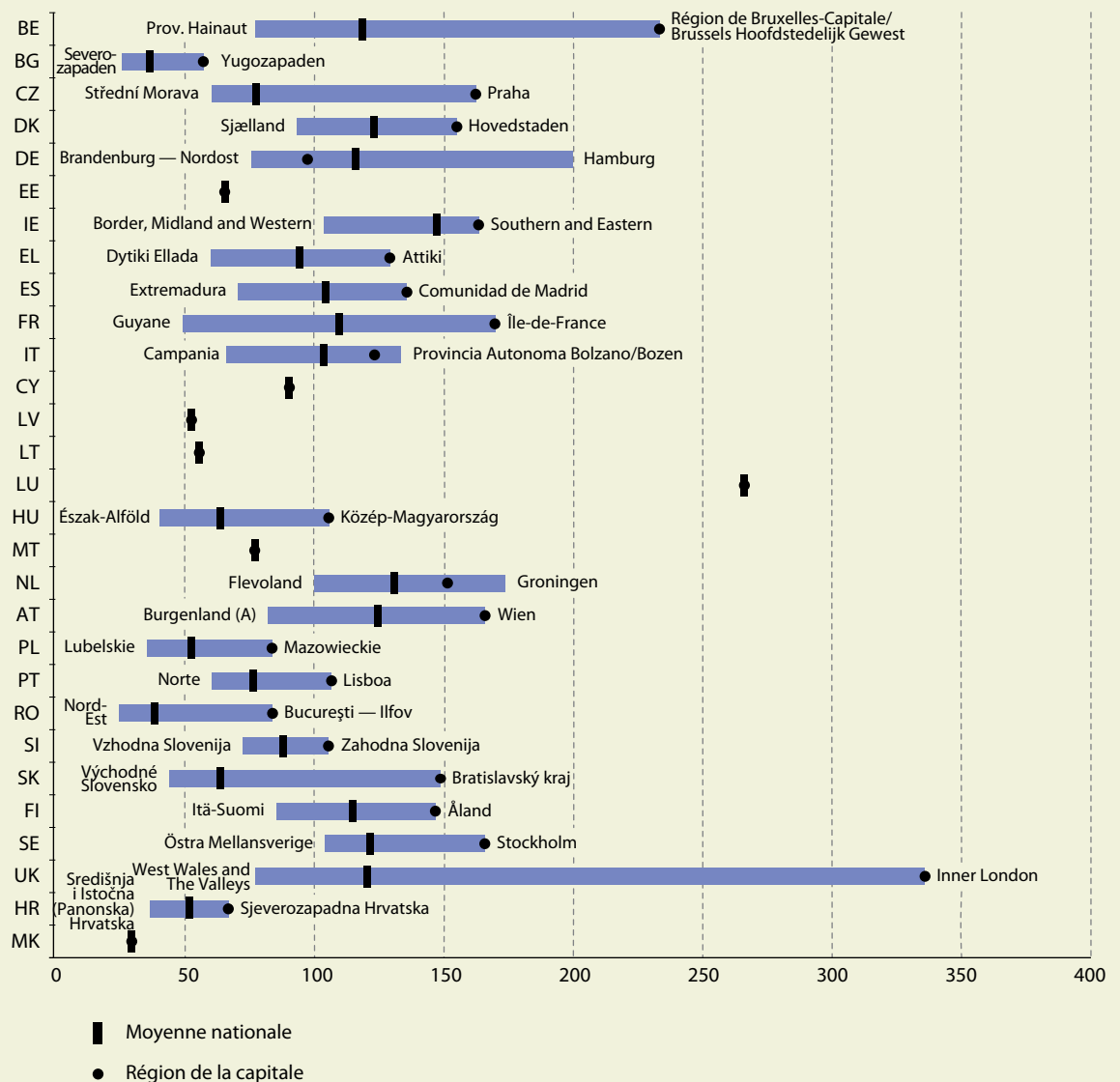
Une comparaison des écarts entre 2001 et 2006 présente cependant que l'évolution des pays de l'EU-15 se distingue fortement de celle des nou-

veaux États membres. Tandis que les écarts entre les valeurs extrêmes des régions dans les nouveaux États membres et en Croatie s'accroissent assez sensiblement, ils se resserrent dans la moitié des pays de l'EU-15.

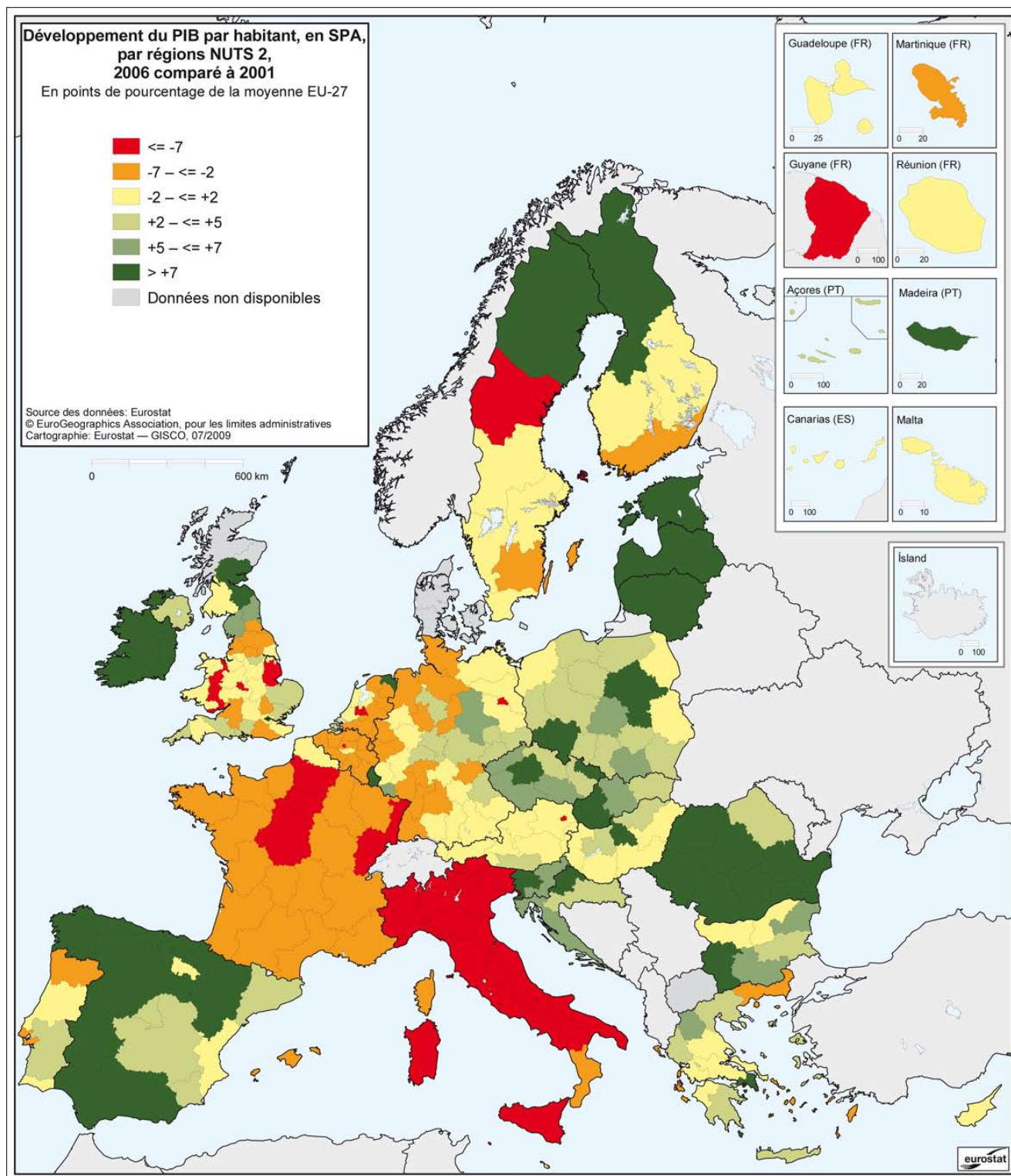
Processus de rattrapage dynamique dans les nouveaux États membres

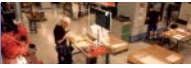
La carte 4.3 montre l'ampleur de l'évolution du PIB par habitant entre 2001 et 2006 par rapport à la moyenne de l'EU-27 (exprimée en points de pourcentage de la moyenne de l'EU-27). Les régions dynamiques sur le plan de l'économie, dont

Graphique 4.1: PIB par habitant, en SPA, par régions NUTS 2, 2006
En pourcentage de la moyenne EU-27 (EU-27 = 100)



Carte 4.3: Développement du PIB par habitant, en SPA, par régions NUTS 2, 2006 comparé à 2001
 En points de pourcentage de la moyenne EU-27





le PIB par habitant a augmenté de plus de 2 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'Union, figurent en vert. En revanche, les régions peu dynamiques (dont le recul relatif du PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'EU-27 est supérieur à 2 points de pourcentage) apparaissent en orange et en rouge. L'écart va de + 33 points de pourcentage pour Bratislavský kraj (Slovaquie) à - 23 points pour Emilia-Romagna (Italie).

Cette carte fait apparaître un dynamisme économique nettement supérieur à la moyenne dans les régions périphériques de l'ouest, de l'est et du nord de l'Union, tant dans les pays de l'EU-15 que dans les nouveaux États membres et la Croatie.

Parmi les pays de l'EU-15, on distingue plus particulièrement de puissants processus de croissance en Grèce, en Espagne, en Irlande et dans des parties du Royaume-Uni, de la Finlande et de la Suède. Par ailleurs, une tendance observée déjà depuis plusieurs années se poursuit cependant, à savoir une faiblesse persistante de la croissance dans certains pays de l'EU-15. Sont plus particulièrement concernées l'Italie, la Belgique et la France, où aucune région n'a atteint la croissance moyenne de l'EU-27 au cours de la période quinquennale de 2001 à 2006, tandis qu'en Allemagne et au Portugal, la moitié des régions ont régressé au regard de la moyenne européenne.

Dans les nouveaux États membres et en Croatie, on constate, abstraction faite des régions-capitales toujours dynamiques, une croissance sensiblement supérieure à la moyenne, en particulier dans les pays baltes, en Roumanie, en République tchèque, en Slovaquie, en Croatie et dans la plupart des régions polonaises.

Il ressort d'une analyse plus précise des régions particulièrement dynamiques que 42 régions se sont hissées à plus de 7 points de pourcentage au-dessus de la moyenne de l'Union; 21 de ces régions se situent dans les nouveaux États membres et en Croatie.

Les régions dont la croissance est la plus rapide sont relativement éparpillées dans les 29 pays considérés ici. Il ressort cependant que les régions-capitales, tant dans les pays de l'EU-15 que dans les nouveaux États membres et en Croatie, font preuve d'un dynamisme nettement supérieur à la moyenne. En dehors des régions-capitales, la région des nouveaux États membres qui a connu la croissance la plus forte a été Vest (Roumanie), dont le PIB par habitant (en SPA) a augmenté de 15,3 points de pourcentage entre 2001 et 2006, pour passer de 29,4 à 44,7 % de la moyenne de l'EU-27.

Au bas de l'échelle, on remarque en revanche une concentration marquée de quelques États membres: sur les 35 régions qui ont perdu plus de 7 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'EU-27, 20 sont situées en Italie, 6 en France et 3 au Royaume-Uni.

Une analyse plus précise des nouveaux États membres et de la Croatie aboutit au constat réjouissant selon lequel 4 régions seulement ont perdu du terrain par rapport à la moyenne de l'EU-27 entre 2001 et 2006, à savoir Dél-Dunántúl en Hongrie (- 1,1 point de pourcentage), Malta (- 1,0 point), Severozapaden en Bulgarie (- 0,7 point) et Kypros/Kıbrıs (- 0,6 point).

Le processus de rattrapage observable dans les nouveaux États membres et en Croatie pour la période 2001-2006 atteint une amplitude annuelle de quelque 1,5 point de pourcentage de la moyenne de l'EU-27 et s'est donc accéléré de façon considérable par rapport aux années 90. Le PIB par habitant (en SPA) de ces 13 pays est ainsi passé de 46,0 % de la moyenne de l'EU-27 en 2001 à 53,7 % en 2006. La crise économique qui a éclaté à la mi-2008 fait toutefois craindre que ce rythme ne puisse être maintenu tout au long de la première décennie de ce nouveau siècle.

Évolution hétérogène au sein même des pays

Une analyse approfondie de l'évolution au sein des divers pays pour la période 2001-2006 montre que le développement économique des régions à l'intérieur d'un même pays peut diverger aussi fortement qu'entre régions de pays différents.

Les différences les plus marquées apparaissent aux Pays-Bas, en Slovaquie et au Royaume-Uni, où le PIB par habitant de la région la plus dynamique et de celle dont la croissance a été la plus lente s'est écarté de quelque 30 points de pourcentage de la moyenne de l'EU-27. Au bas de l'échelle se trouvent l'Irlande et la Slovénie, avec un écart entre les régions de 0,2 et 0,4 point de pourcentage respectivement, ainsi que la Croatie et la Pologne, avec des valeurs de quelque 6 et 9 points de pourcentage respectivement.

Tant dans les nouveaux États membres que dans les pays de l'EU-15, la forte divergence de développement entre régions s'explique surtout par le dynamisme de la croissance des régions-capitales. Toutefois, ainsi que le montrent notamment les chiffres de la Pologne et de la Croatie, les données disponibles ne fournissent aucun fondement

à l'hypothèse selon laquelle de telles disparités dans la croissance sont caractéristiques des nouveaux États membres ou des pays candidats à l'adhésion.

Les données disponibles montrent en outre que, dans 7 pays, même les régions les moins dynamiques ont connu une croissance supérieure à la moyenne de l'EU-27. Dans ce contexte, il peut être considéré comme encourageant que, l'Irlande mise à part, cela a été le cas dans 5 nouveaux États membres et en Croatie.

La convergence fait des progrès

La présente section étudie si la convergence entre les régions de l'EU-27, de la Croatie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine a progressé au cours de la période quinquennale de 2001 à 2006. Il est possible de déterminer la convergence du PIB par habitant (en SPA) entre régions de plusieurs façons sur la base des indicateurs que les instituts nationaux de statistique transmettent à Eurostat.

Une démarche simple consiste à établir l'intervalle entre la valeur la plus élevée et la plus faible. Il ressort que cette valeur a fléchi d'un facteur de 16,0 en 2001 à 13,6 en 2006. La principale raison de ce recul sensible a été l'accélération du développement économique de la Bulgarie et de la Roumanie. Mais comme cette démarche ne prend en compte que les valeurs extrêmes de la répartition, elle n'illustre manifestement pas une grande partie des décalages entre les régions.

Dans une autre démarche, qui permet une évaluation beaucoup plus précise de la convergence, les régions sont réparties en catégories en fonction de leur PIB par habitant (en SPA). De la sorte, il est possible de constater quelle proportion de la population des pays considérés ici (EU-27,

Croatie et ancienne République yougoslave de Macédoine) vit dans des régions plus ou moins prospères et comment cette proportion a évolué au fil du temps.

Le tableau 4.1 montre que la convergence économique entre les régions a de fait sensiblement progressé au cours de la période quinquennale de 2001 à 2006: ainsi, la part de la population qui réside dans des régions où le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27 a reculé de 28,5 à 25,2 points de pourcentage. Dans le même temps, la part de la population résidant dans des régions avec un PIB supérieur à 125 % de la moyenne s'est réduite de 23,0 à 20,1 %. Avec les mutations intervenues au sommet et au pied de l'échelle, la part de la population située à mi-chemin (PIB par habitant de 75 à 125 %) a sensiblement augmenté, pour passer de 48,5 à 54,7 %. Cela correspond à une augmentation de plus de 35 millions d'habitants.

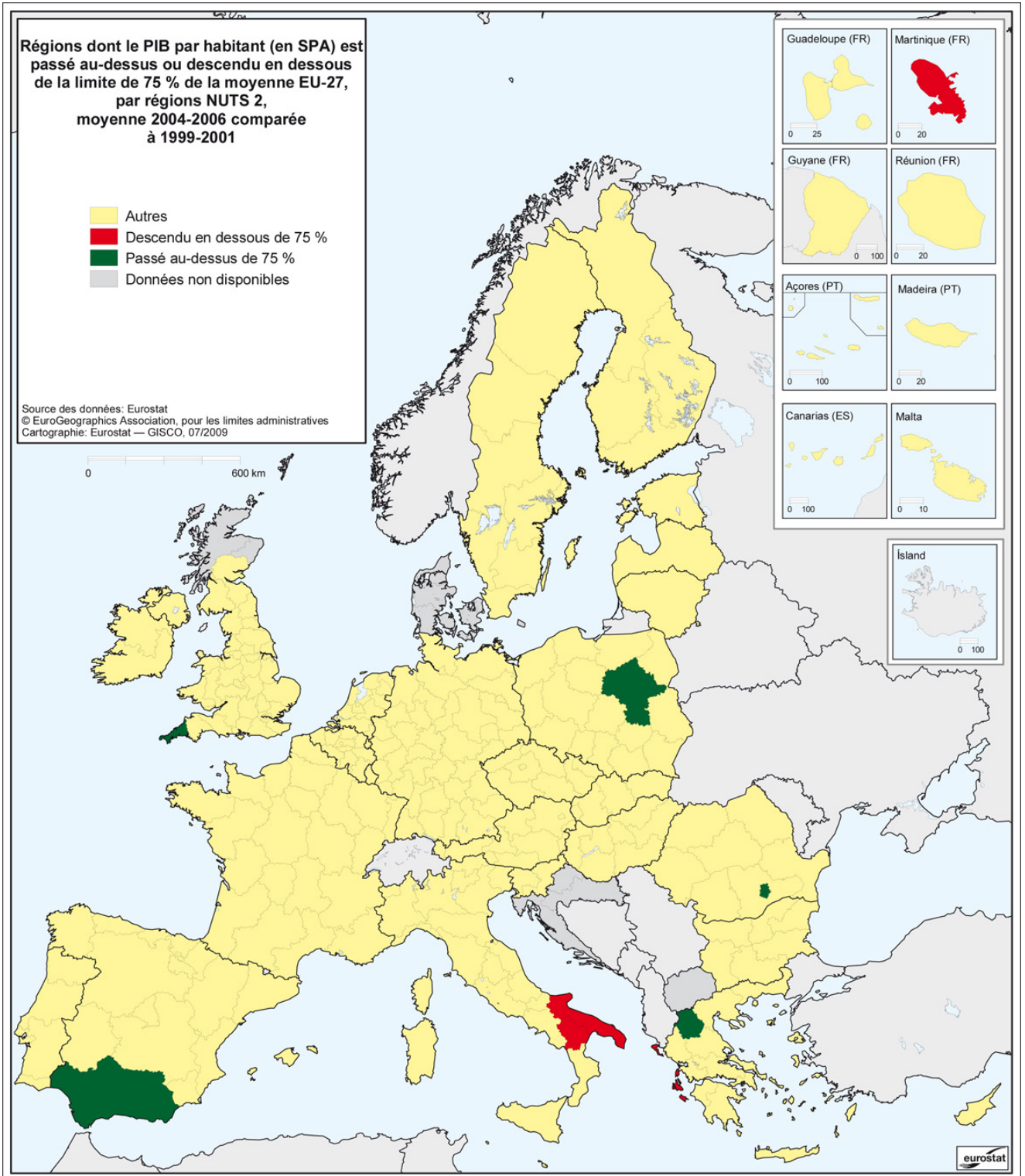
La carte 4.4 montre toutefois que, malgré les progrès globalement sensibles de la convergence, on constate que seules 5 régions ont franchi la barre des 75 % lorsque l'on compare les moyennes triennales des périodes 1999-2001 et 2004-2006. Ces régions sont situées en Grèce, en Espagne, en Pologne, en Roumanie et au Royaume-Uni, et près de 16 millions de citoyens y vivent, soit quelque 3,2 % de la population des 29 pays inclus dans l'étude. Dans le même temps, le PIB est toutefois retombé au-dessous de la limite des 75 % dans 4 régions, à savoir 2 régions d'Italie, une de France et une de Grèce, pour une population totale de 5 millions de personnes, soit environ 1,1 % des habitants des 29 pays étudiés. Si l'on rapproche ces deux phénomènes, il apparaît qu'à la suite de la croissance économique intervenue de 1999 à 2006, la population des régions ayant un PIB supérieur à 75 % de la moyenne s'est accrue de quelque 10,6 millions d'habitants.

Tableau 4.1: Pourcentage de la population résidant dans des régions économiquement fortes ou faibles

Pourcentage de la population de l'EU-27, de la Croatie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine résidant dans des régions dont le PIB par habitant est	2001	2006
> 12 % de l'EU-27 = 100	23,0	20,1
> 110 à 125 % de l'EU-27 = 100	16,0	16,5
> 90 à 110 % de l'EU-27 = 100	22,7	24,9
> 75 à 90 % de l'EU-27 = 100	9,8	13,3
Inférieur à 75 % de l'EU-27 = 100	28,5	25,2
Inférieur à 50 % de l'EU-27 = 100	15,3	11,5



Carte 4.4: Régions dont le PIB par habitant (en SPA) est passé au-dessus ou descendu en dessous de la limite de 75 % de la moyenne EU-27, par régions NUTS 2, moyenne 2004-2006 comparée à 1999-2001



Ces résultats concernant la limite de 75 %, importante pour la politique régionale, laissent penser que les régions économiquement les plus faibles n'ont guère profité des progrès de la convergence dans l'Union pendant la première moitié de cette décennie.

Une analyse plus précise montre cependant que de nombreuses régions avec un PIB inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27 ont accompli des progrès considérables. Ainsi, la population vivant dans des régions avec un PIB inférieur à 50 % de la valeur moyenne a diminué de près d'un quart entre 2001 et 2006, tombant de 15,3 à 11,5 %, soit une baisse de plus de 17 millions d'habitants.

Un examen des 20 régions les plus faibles du point de vue économique, où vit 7,5 % de la population, révèle en outre que ce groupe a aussi progressé: son PIB par habitant est passé de 28,2 à 33,2 % de la moyenne de l'EU-27 entre 2001 et 2006. On voit là plus particulièrement les effets du vigoureux processus de rattrapage qui s'est amorcé en Bulgarie et en Roumanie.

Conclusion

Variant dans un rapport de 1 à 13,6, le PIB par habitant (en SPA) en 2006 affiche, pour les 275 régions NUTS 2 considérées dans 29 pays (EU-27, Croatie et ancienne République yougoslave de Macédoine), des écarts encore très importants, mais en diminution à moyen terme. Au sein des divers pays, les écarts atteignent un facteur pouvant aller jusqu'à 4,3, les disparités régionales étant en général plus importantes dans les nouveaux États membres que dans les pays de l'EU-15.

En 2006, le PIB par habitant (en SPA) était inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-27 dans 72 régions. Dans ces 72 régions résidaient 25,2 % de la population, dont les trois quarts dans les nouveaux États membres, en Croatie et dans l'an-

cienne République yougoslave de Macédoine et un quart dans les pays de l'EU-15. Si l'on prend en considération la moyenne de la période triennale de 2004 à 2006, importante pour la politique structurelle de l'Union européenne, on obtient des valeurs très similaires: 72 régions comptant 25,3 % de la population se situent sous la barre des 75 % de la moyenne de l'EU-27.

Si l'on considère l'évolution au cours de la période quinquennale de 2001 à 2006, on est frappé, dans le cas des pays de l'EU-15, par le dynamisme de la croissance en Grèce, en Espagne, en Irlande et dans certaines régions du Royaume-Uni, de la Finlande et de la Suède. En revanche, l'évolution économique est relativement défavorable dans la plupart des régions de la Belgique, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Portugal.

Dans les nouveaux États membres et en Croatie, une croissance nettement supérieure à la moyenne s'observe avant tout dans les pays baltes, en Roumanie, en République tchèque, en Slovaquie, en Croatie et dans la plupart des régions polonaises.

Le processus de rattrapage qui s'est amorcé dans les nouveaux États membres et en Croatie s'est considérablement accéléré par rapport aux années 90 et, jusqu'à 2006, il s'est poursuivi à un rythme annuel d'environ 1,5 point de pourcentage par rapport à la moyenne de l'EU-27. Toutefois, les régions des nouveaux États membres ne peuvent pas encore toutes en profiter dans les mêmes proportions. Cette restriction vaut plus particulièrement pour la Hongrie, Malte et la Pologne. Globalement, l'ensemble des nouveaux États membres et la Croatie ont progressé de quelque 7,7 points de pourcentage entre 2001 et 2006, se hissant à 53,7 % de la moyenne de l'EU-27. La crise économique qui a éclaté à la mi-2008 fait toutefois craindre que ce rythme ne puisse être maintenu tout au long de la première décennie de ce nouveau siècle.





Notes méthodologiques

Parités de pouvoir d'achat et comparaisons internationales du volume

Les différences entre les valeurs du PIB des divers pays, même après conversion dans une monnaie commune au moyen des cours des changes, ne portent pas seulement sur des volumes différents de biens et de services. Le facteur «niveau de prix» joue lui aussi un rôle important. Les cours des changes sont définis par de nombreux facteurs qui influencent l'offre et la demande sur les marchés des devises, par exemple le commerce international, les anticipations inflationnistes et les différences de taux d'intérêt. De ce fait, la conversion au moyen des taux de change dans les comparaisons d'un pays à l'autre n'est pertinente que dans une mesure limitée. Pour une comparaison plus précise, il convient d'utiliser des facteurs de conversion spéciaux pour compenser les différences de niveaux de prix entre les pays. Les parités de pouvoir d'achat font partie de ces facteurs qui convertissent des indicateurs économiques exprimés dans des monnaies nationales en une monnaie commune fictive, appelée «standard de pouvoir d'achat». Les PPA sont donc utilisées pour convertir le PIB et d'autres agrégats économiques (par exemple les dépenses de consommation pour certains groupes de produits) de différents pays en volumes de dépenses comparables, qui sont ensuite exprimés en unités SPA.

L'introduction de l'euro a pour la première fois rendu possibles des comparaisons directes de prix entre les pays de la zone euro. L'euro a cependant, dans les divers pays de la zone euro, un pouvoir d'achat différent qui dépend du niveau national des prix. Pour calculer des agrégats purs de volume en SPA, il faut donc aussi continuer à calculer les PPA pour les États membres qui font partie de la zone euro.

Sous leur forme la plus simple, les PPA représentent le rapport entre les prix pour un même bien ou service dans différents pays exprimés dans leur monnaie nationale (par exemple, un pain coûte 2,25 euros en France, 1,98 euro en Allemagne ou 1,40 livre sterling au Royaume-Uni, etc.). Pour les enquêtes de prix, on utilise un panier de différents produits et services comparables, qui sont choisis de manière à représenter l'ensemble de la gamme des biens et des prestations de services et à prendre en compte les structures de consommation des différents pays. La simple situation en matière de prix sur le plan des produits est ensuite agrégée aux PPA pour des groupes de produits, puis pour l'ensemble de la consommation et, enfin, pour le PIB. Afin d'établir une valeur de référence pour la procédure de calcul des PPA, un pays sert généralement de base et représente 1. Pour l'Union européenne, le choix d'un seul pays comme base ne convient pas. Par conséquent, dans l'Union, le SPA est utilisé comme unité monétaire de référence commune artificielle pour représenter le volume des agrégats économiques dans la comparaison en valeurs réelles pour la zone.

Malheureusement, le calcul de facteurs de conversion régionaux dans un avenir proche n'est pas possible pour des motifs financiers. Si de telles PPA régionales étaient disponibles, le PIB en SPA pour de nombreuses régions périphériques et rurales de l'Union serait plus élevé que si des PPA nationales étaient utilisées.

Un classement des régions peut se modifier si l'on calcule en SPA au lieu de calculer en euros. Ainsi, par exemple, en 2006, la région suédoise Östra Mellansverige se classe, avec un PIB par habitant de 29 600 euros, devant la région espagnole Comunidad de Madrid, qui affiche 29 100 euros. En SPA, cependant, Comunidad de Madrid, avec 32 100 SPA par habitant, se situe devant Östra Mellansverige, avec 24 600 SPA.

Du point de vue de la répartition du PIB, l'utilisation de SPA au lieu d'euros aboutit à un lissage, car les pays avec un PIB par habitant très élevé affichent en règle générale aussi un niveau de prix relativement élevé. L'écart au niveau du PIB par habitant pour les régions NUTS 2 dans l'EU-27, la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine tombe ainsi de quelque 86 500 unités en euros à quelque 73 600 en SPA.

Le PIB par habitant en SPA est la variable centrale pour l'établissement de l'éligibilité des régions NUTS 2 aux subventions dans le cadre de la politique structurelle de l'Union européenne.